

3 - La durée de l'enquête est fixée à 15 jours pour compter du 28 janvier 1974.

4 - M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Nouméa est nommé Commissaire-Enquêteur.

ARRETE n° 70 du 9 janvier 1974 rendant exécutoire la délibération n° 71 du 12 décembre 1973 relative aux routes express

Est rendue exécutoire la délibération ci-après annexée de l'Assemblée Territoriale n° 71 du 12 décembre 1973 relative aux routes express

DELIBERATION n° 71

L'Assemblée Territoriale de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,
Délibérant conformément aux dispositions du décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 ;

Vu l'arrêté n° 569 du 30 mars 1957 relatif au classement des routes en Nouvelle-Calédonie ;

A adopté dans sa séance du 12 décembre 1973 les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er - Il est créé une nouvelle catégorie de routes appelées routes express.

Article 2 - Les routes express sont des routes ou sections de routes accessibles seulement en des points aménagés à cet effet et qui peuvent être interdites à certaines catégories d'usagers et de véhicules.

Article 3 - Le caractère de route express est conféré à une voie ou une section de voie, existante ou à créer, par arrêté pris après enquête publique.

Il est retiré dans les mêmes formes,

La même procédure s'applique à l'aménagement des points d'accès nouveaux ou à la suppression des points d'accès existants.

Article 4 - Les routes express sont des routes à circulation prioritaire.

Elles conservent ce caractère à l'intérieur des agglomérations.

La signalisation de déviation, d'indication, de localisation et le jalonnement kilométrique est faite au moyen de signaux autoroutiers.

Article 5 - En dehors des agglomérations, aucune construction destinée à l'habitation ne pourra être édiflée à moins de 40 mètres de part et d'autre de l'axe des voies rapides.

Des dérogations à la règle de recul ci-dessus peuvent être autorisées, en raison notamment d'une topographie particulière, par arrêté pris en Conseil de Gouvernement sur proposition du Directeur des Travaux Publics.

Les constructions destinées à un autre usage que l'habitation sont assujetties à un recul de 25 mètres. Une exception est faite pour les constructions nécessaires à l'exploitation même de la voie rapide et placées sous la dépendance de l'administration gestionnaire de cette voie.

Article 6 - En dehors des agglomérations toute publicité, lumineuse ou non, visible d'une voie rapide est interdite dans une zone s'étendant de part et d'autre de ladite route sur une largeur de 100 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée.

A l'intérieur des agglomérations, en vue d'éliminer tout élément de nature à créer une gêne pour les usagers,

la publicité, dans les limites de la même zone que ci-dessus, fait l'objet d'une autorisation préalable accordée par arrêté pris en Conseil de Gouvernement, sur proposition du Directeur des Travaux Publics.

Article 7 - A l'exception des installations nécessaires à l'exploitation de la route express, aucune autorisation ne peut être accordée pour la pose, à l'intérieur des emprises des voies rapides, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales de quelque nature que ce soit.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par arrêté pris en Conseil de Gouvernement, sur proposition du Directeur des Travaux Publics, pour des canalisations souterraines dans les cas exceptionnels où toute autre solution serait impossible pour le passage des dites canalisations et sous réserve que leur implantation ne soit pas de nature à faire obstacle à des améliorations de la voie rapide ou à les rendre plus onéreuses.

Les traversées aériennes peuvent être autorisées sous réserve qu'elles satisfassent à la réglementation en vigueur et qu'en outre aucun support ne soit implanté dans les emprises de la voie rapide.

Délibéré en séance publique le 12 décembre 1973

Un Secrétaire,
L. CHERRIER

Le Président,
Yann Célény UREGEL

DECISION n° 73 du 10 janvier 1974 portant désignation d'un défendeur du Territoire

Monsieur Jacques Iéakawé, Chef d'Administration est désigné en qualité de défendeur du Territoire dans l'instance Sieur Alexis Barbou c/ Territoire.

DECISION n° 75 du 10 janvier 1974 portant troisième renouvellement de permis d'exploitation situés dans les régions de Bourail, Kouaoua et Koua

1 - Les permis d'exploitation Alice 42 (titre n° 27), Alice 43 (titre n° 28), Alice 44 (titre n° 29), Yvonne 25 (titre n° 30), Yvonne 26 (titre n° 31), Yvonne 27 (titre n° 32), Yvonne 28 (titre n° 33) et Yvonne 29 (titre n° 34), valables pour les minerais latéritiques de nickel et les autres substances de l'association naturelle, situés dans les régions de Bourail, Kouaoua et Koua, et détenus par M. De Saint Quentin Philippe, sont renouvelés pour la troisième fois, pour une période de 4 années venant à expiration le 31 décembre 1977.

2 - La superficie et les limites des permis d'exploitation visés au 1 ci-dessus, restent fixées par les arrêtés d'institution n° 61-519 à 525 et 531/CG du 8 décembre 1961 ainsi que les obligations du permissionnaire à l'égard des droits des tiers, du paiement des taxes et redevances, et des dispositions réglementaires régissant l'exploitation des mines.

P E R S O N N E L

DECISION n° 4086 du 17 décembre 1973 portant titularisation d'instituteurs et instituteurs brevetés du cadre territorial de l'Enseignement

Les agents du cadre territorial de l'Enseignement dont les noms suivent sont pour compter des dates ci-après indiquées tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté titularisés comme suit :